

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 15 au 21 janvier 2026

Le chancelier allemand, Friedrich Merz (CDU), a vivement critiqué la menace de droits de douane brandie par le président américain, Donald Trump, dans le contexte du différend autour du Groenland. À l'issue des consultations de rentrée de la direction de la CDU à Berlin, il a souligné l'existence d'échanges étroits entre les partenaires européens et les États-Unis pour éviter une escalade du conflit. Il a insisté sur la nécessité pour l'Allemagne et l'Europe de s'affirmer face aux pressions extérieures et de prendre leurs responsabilités sur la scène internationale. Selon lui, l'unité européenne est forte sur ce dossier : les États membres sont convaincus que de nouvelles menaces douanières affaibliraient durablement les relations transatlantiques. Il a mis en garde contre les risques d'une spirale conflictuelle, soulignant que les mesures protectionnistes entraînaient souvent des conséquences économiques négatives pour toutes les parties concernées. Le chancelier a rappelé que les droits de douane sont généralement supportés par les consommateurs du pays importateur. Dans ce cas précis, ce sont les consommateurs américains qui en subiraient le coût, ce qui provoquerait d'importants dommages pour l'économie européenne, et en particulier pour l'économie allemande. Il a plaidé en faveur d'une solution négociée, fondée sur la coopération, afin de préserver la stabilité économique et politique entre l'Europe et les États-Unis.

Le gouvernement fédéral allemand a réagi avec retenue à l'initiative du président américain Donald Trump visant à créer un « Conseil de la paix » mondial. Il remercie les États-Unis pour l'invitation et indique partager l'objectif général de promotion de la paix. Il précise toutefois que la priorité de l'Allemagne reste la recherche d'un règlement durable du conflit à Gaza, en collaboration avec ses partenaires internationaux. Initialement, le Conseil avait été conçu pour encadrer la phase post-conflit à Gaza dans le cadre du plan de paix présenté par Donald Trump en Égypte en octobre. Son mandat pourrait ainsi être étendu à la gestion des crises et des conflits à l'échelle mondiale. Cette évolution est perçue par certains observateurs comme un élargissement du rôle initial du Conseil par rapport aux structures internationales existantes. Selon les modalités proposées, le président américain assurerait la présidence du Conseil, disposerait d'un droit de décision quant à l'admission des membres et demanderait des contributions financières aux États participants. Le gouvernement allemand souligne que les Nations unies restent un cadre multilatéral important pour la coopération internationale.

Dans le Land de Brandebourg, en Allemagne, la CDU et le SPD ont annoncé leur intention d'entamer rapidement des négociations en vue de former une nouvelle coalition gouvernementale. Cette décision fait suite à la rupture, la semaine précédente, de la coalition entre le SPD et le BSW, qui n'aura duré qu'un an. Selon les secrétaires généraux des deux partis, les premiers entretiens exploratoires ont été menés avec succès et dans une atmosphère constructive. Ils proposeront donc officiellement à leurs instances respectives d'ouvrir des négociations de coalition. Les deux partis estiment qu'il est important de doter le Brandebourg d'un gouvernement stable dans les meilleurs délais. Ils reconnaissent toutefois qu'un climat de défiance s'est installé après l'éclatement de l'ancienne coalition, notamment en raison des divisions internes et des défections au sein du BSW. L'objectif est de conclure les négociations d'ici le mois de mars.

La Kassenärztliche Bundesvereinigung (KBV), qui représente les médecins conventionnés en Allemagne, soutient le chancelier Friedrich Merz dans sa critique du nombre élevé d'arrêts maladie. Selon son président, Andreas Gassen, l'Allemagne affiche un taux de jours de maladie particulièrement élevé par rapport aux autres pays. Il estime que la possibilité de délivrer des arrêts de travail par téléphone, en vigueur depuis 2021, favorise les abus, car il est impossible d'évaluer de manière fiable l'incapacité de travail sans examen médical. Friedrich Merz avait rappelé que les salariés allemands cumulent en moyenne 14,5 jours d'arrêt maladie par an, soit près de trois semaines, et s'était interrogé sur la nécessité d'un tel volume. Il plaide pour un débat sur les incitations au travail et suggère la suppression de la téléconsultation pour les arrêts maladie comme piste de réforme. La KBV va plus loin en demandant également la suppression de l'obligation d'arrêt de travail dès les trois premiers jours.

L'ancien président de la Banque centrale européenne et ex-chef du gouvernement italien, Mario Draghi, recevra en 2026 le Prix Charlemagne d'Aix-la-Chapelle, l'une des distinctions européennes les plus prestigieuses. Selon le directeur du prix, Draghi est honoré pour avoir « accompli de grandes choses pour l'Europe ». Son célèbre engagement « *Whatever it takes* » a été déterminant pour sauver l'euro lors d'une période de crise aiguë, protégeant ainsi le marché intérieur européen et l'union monétaire contre l'effondrement.

Le président de la Conférence épiscopale allemande, Georg Bätzing, a annoncé qu'il ne se représenterait pas à la présidence lors de l'assemblée plénière de printemps qui s'ouvrira le 23 février à Wurtzbourg. Évêque de Limbourg, il a expliqué avoir pris cette décision après mûre réflexion, estimant qu'il était temps de confier cette responsabilité « à d'autres mains ». Un successeur sera élu pour un mandat de six ans lors de l'assemblée prévue du 23 au 26 février. Georg Bätzing a contribué pendant 6 ans à faire avancer le processus de réformes au sein de l'Église catholique en Allemagne.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Lors de la réunion de son comité directeur, la **CDU** a adopté un ensemble de mesures pour l'année à venir, avec un accent clair sur la relance économique. Le président du parti et chancelier fédéral, Friedrich Merz, a souligné que la priorité absolue devait être donnée à tout ce qui favorise la croissance, estimant que l'économie allemande n'avait pas encore retrouvé un rythme satisfaisant. Le comité directeur propose des réformes qui vont parfois au-delà du contrat de coalition avec le SPD, notamment en matière d'allègements fiscaux, de réduction de la bureaucratie, de réformes sociales et de politique énergétique. La CDU appelle à une diminution massive des réglementations européennes imposées par Bruxelles, en demandant l'arrêt immédiat de nombreuses initiatives jugées contraignantes pour les entreprises. Au niveau national, le parti souhaite accélérer les procédures administratives, en instaurant des autorisations automatiques au bout de trois mois sans réponse. Des « zones de protection pour créateurs » permettraient de créer une entreprise en 24 heures. Enfin, la CDU prévoit des baisses d'impôts pour les faibles et moyens revenus d'ici 2027, ainsi que l'exonération fiscale des heures supplémentaires.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

15

3	8	4	7
0	6	5	
5	2	3	2
7	4	9	6
9	2	0	1

Dimanche 18 janvier, la Bundeswehr a rappelé un détachement de **15 soldats** qui se trouvaient au Groenland depuis deux jours. Ils étaient arrivés à Nuuk, dans le cadre d'une mission de reconnaissance européenne, le vendredi 16 janvier. Selon l'armée allemande, les objectifs de la mission auraient été atteints et l'évaluation se fera désormais en Allemagne. Cette mission, menée avec plusieurs pays européens (dont la France, les Pays-Bas et l'Islande), visait à examiner comment renforcer la sécurité du Groenland face à d'éventuelles menaces, notamment russes. Les États-Unis avaient été invités à y participer, mais ont décliné l'invitation. La coopération avec le Danemark et les autres partenaires européens est décrite comme positive.